

SOMMAIRE

Page 1

La vaporisation politique.
Des députés "hors sol".

Page 2

L'après Sanchez se prépare.
Polepharma de plus en plus normand.

Page 3

Le cas Sébastien Lecornu.
Le Havre Smart Port City.

Page 4

RTE investit.
Les investissements.

Des députés "hors sol".

Disons-le, les députés normands ne sont plus des élus influents. Qui les connaît en dehors du micocosme ? Beaucoup sont "hors sol".

- Le temps des puissants députés-maires d'autrefois est révolu, on pense à Valérie Fourneyron, à Édouard Philippe, à Philippe Duron, ils étaient incontournables.
- Les députés d'aujourd'hui jouent leur petite musique, dans leur coin, devant un public restreint. À Saint-Lô, Philippe Gosselin (LR) échappe un peu au phénomène, il est l'un des rares députés normands à exister au plan national.
- Les autres s'ennuient et, alors que la réforme constitutionnelle va être relancée, beaucoup songent à s'engager dans la bataille des municipales pour retrouver une audience de proximité.

À noter : la situation des sénateurs n'est pas très différente.

Où sont les Bas-Normands ?

Si Édouard Philippe, Sébastien Lecornu et Hervé Morin existent à Paris, les élus bas-normands sont quasiment absents à l'échelle nationale. Joël Bruneau, Jean-Léonce Dupont et Philippe Bas n'ont pas cette dimension-là ; Alain Lambert n'a pas été remplacé.

La vaporisation politique.

• La fin des maestros.

Question : quelle était la situation politique en Normandie, il y a 5 ans, à l'approche des dernières élections municipales ?

- Elle était très différente de celle d'aujourd'hui puisque le débat s'organisait autour de deux personnalités "dominantes" : Laurent Fabius à gauche, Antoine Rufenacht à droite.
- Rappelez-vous, Laurent Fabius, alors ministre, pilotait un PS normand rayonnant qui tenait les deux Régions (avec Nicolas Mayer-Rossignol et Laurent Beauvais), les deux départements de la "Haute" (avec Nicolas Rouly et Jean-Louis Destans), les agglomérations de Rouen et de Caen (avec Frédéric Sanchez et Philippe Duron), sans oublier la plupart des villes de plus de 10 000 habitants comme Granville, Évreux, Fécamp ou Vernon. Ajoutons que 19 des 28 députés étaient socialistes, du jamais vu !
- De son côté, fort de ses réseaux parisiens, Antoine Rufenacht restait, à bientôt 74 ans, le "cerveau" de la droite républicaine régionale. Il était tout à la fois le "vieux sage" qui conseille et celui qu'on va voir pour "exister". À l'époque, Édouard Philippe était bien placé pour le savoir puisqu'il avait reçu la mairie du Havre en héritage.

Mon commentaire : au contact de leurs équipes, ces deux hommes-là étaient les chefs d'orchestre de la vie politique régionale, deux maestros qui jouaient des partitions différentes avec leurs instrumentistes. Parfois, ils savaient se retrouver pour défendre l'intérêt général. Une chose est sûre, ils étaient écoutés, non seulement par leur famille politique, mais aussi par tous les acteurs de la vie publique qui les reconnaissaient comme des "hommes d'État" à la forte autorité... En Normandie, nul n'était censé les ignorer.

• Le temps des solistes...

Cinq ans après, les choses ont beaucoup changé. En Normandie, il n'y a plus de maestros, ni d'orchestres disciplinés pour les accompagner, il n'y a que des solistes, suffisamment brillants pour être remarqués, pas assez forts pour rassembler, mal à l'aise dans les grandes salles. Difficile dans ces conditions de s'accorder sur des "partitions complexes" : la vallée de la Seine en est un bon exemple.

Qui sont les solistes ? Regardons...

Édouard Philippe ?

Même s'il parle souvent du Havre, Édouard Philippe ne quadrille pas suffisamment le terrain pour s'imposer en Normandie. Non, les Normands le regardent comme un atout lointain ; ils attendent qu'il soit bienveillant à l'égard de la région (jusqu'à présent, ils ont été déçus...), mais, en réalité, ils ne savent pas qui il est, ni quel est son projet. Le Premier ministre reste toujours un inconnu dont on cherche à comprendre les intentions : *"profitons-en pendant qu'il est encore à Matignon !"*

L'après-Sanchez se prépare.

Tout n'est pas encore définitivement calé, mais les choses se précisent. Cet été, Frédéric Sanchez quittera la présidence de la Métropole Rouen Normandie pour redevenir diplomate, son corps d'origine. On parle de lui pour "un beau consulat général", il attend donc sa nomination à l'étranger.

- 58 ans, il tourne la page, c'est ce qu'on apprend dans l'interview du 4 juin à Paris Normandie ; pour la Métropole, une page se tourne aussi : qui va lui succéder ?

Habituellement, c'est le 1^{er} vice-président qui assure l'intérim, en l'occurrence le maire de Rouen. Mais, disons-le, les relations difficiles d'Yvon Robert et de Frédéric Sanchez rendent ce scénario improbable.

• Le profil du bon candidat ?

La majorité du conseil communautaire cherche un mouton à 5 pattes. Il doit avoir une "histoire fabiusienne", être de gauche et ouvert sur LREM, avoir de l'expérience tout en incarnant le renouveau, bénéficier d'une bonne image auprès des élus et des habitants. L'enjeu est important : tenir la machine métropolitaine et préparer les municipales.

- Ici, c'est Laurent Bonnaterre, maire de Caudebec-les-Elbeuf, ancien directeur de cabinet de Laurent Fabius, qui coche le maximum de cases. C'est un bon candidat.
- Mais à gauche, certains se méfient. "S'il assure l'intérim, il aura envie de rester et ça deviendra difficile pour Nicolas Mayer-Rossignol de s'imposer à la Métropole après la victoire qu'on lui souhaite à Rouen."
- Pour garder la place, ceux-là souhaitent un "intérim vraiment intérimaire". Qui ? Marc Massion (Grand-Quevilly) est cité, mais il a... 83 ans.

Deux scénarios, deux visions.

Nicolas Mayer-Rossignol y va.

"Fiers de Rouen", c'est le nom du collectif citoyen que l'ancien président socialiste de la Région Haute-Normandie vient de présenter pour soutenir sa candidature à de Rouen.

- Aucune référence partisane, mais l'envie de rassembler ceux et celles qui "ont Rouen au coeur", avec des valeurs humanistes et solidaires.

NMR est une solution pour Rouen s'il parvient à articuler les forces de gauche (PS, PC, EELV) et du centre.

Hervé Morin ?

Son profil est très différent. À la tête de la Région, il est incontournable. Tout le monde veut le voir pour obtenir un financement. Lui aime être vu pour montrer qu'il est présent : "avec Hervé, c'est un one-man-show permanent."

- Ça ne suffit pas pour être un maestro. Siphonnée par La République En Marche et écartelée par LR, sa famille centriste n'existe plus. En Normandie, derrière le brillant, Hervé Morin est entré dans une forme de solitude, une solitude aggravée par son soutien à François-Xavier Bellamy : "une grosse erreur", dit l'un de ses amis. Résultat, le président n'a pas d'autre choix que de se mettre en avant, il est "partout, tout le temps", son nom est connu et il vend son nom pour vendre la région : tout est affaire d'équation personnelle.

De Balorre, Dupont, Lefèvre, Lehongre, Martin ?

À l'exception de Jean-Léonce Dupont dont la voix reste écoutée dans le Calvados. Les présidents des autres Départements ont été marginalisés au cours des 5 dernières années.

- Ils sont devenus des élus "gestionnaires", tout occupés au bon fonctionnement de leur collectivité ; autant dire qu'ils ne sont plus des "producteurs d'idées et des faiseurs d'élus" comme c'était le cas, autrefois, à l'approche des municipales.
- On s'en aperçoit en ce moment en Seine-Maritime. Depuis que Pascal Martin a annoncé sa décision d'aller au Sénat, c'est la confusion, pas de successeur évident, des formations politiques déboussolées, une majorité fragile ; c'est un fait, l'orchestre est désuni

Bruneau, Gastinne, Sanchez, Valentin ?

Changeons d'échelle. Les nouveaux leaders sont-ils ceux des métropoles ? Assurément, les présidents des agglomérations de Rouen, Caen, Le Havre et Cherbourg sont des élus qui comptent. Mais leur rayonnement se limite au périmètre de leur intercommunalité : ils sont d'abord les patrons de 4 petites républiques autonomes qui ramènent le monde à leurs préoccupations.

- Sans compter que leur destin est incertain. À Caen, après les Européennes, Joël Bruneau cherche le bon équilibre entre LR et LREM pour apparaître comme une solution "durable". À Rouen, la succession de Frédéric Sanchez est ouverte : qui va lui succéder ? L'équation n'est pas encore résolue. Au Havre, Jean-Baptiste Gastinne doit trouver ses marques à la ville comme à l'agglomération ; le député PC Jean-Paul Lecoq est à l'affût, la

Et pendant ce temps-là...

• Polepharma de plus en plus normand.

La Normandie est la région pharmaceutique la plus dynamique de Polepharma. C'est ce qui ressort de la 17^e assemblée générale du 1^{er} cluster pharmaceutique européen qui s'est tenue, fin mai, à Blois.

- Le cluster a en effet signé une convention de 0,5 M€, avec Hervé Morin pour accompagner le développement de la filière en Normandie. Dans ce cadre, Polepharma a mis en place une nouvelle stratégie "Innovation Santé en Normandie" en proposant des événements aux formats variés et s'adressant à des acteurs publics et privés venant d'horizons différents. Citons, par exemple, les Assises Polepharma de l'Innovation (Rouen, octobre 2018) ou encore les Journées de microbiomique (Rouen, avril 2019).
- En Normandie, le cluster ne s'arrêtera pas là ; en février 2020, il lancera le Colloque Polepharma Biotesting, pour répondre à un enjeu technique fort en matière de bioproduction.

Rappel : la Normandie est la 2^e région française pour la chimie pharmaceutique, la 3^e région productrice de médicaments en France. La filière représente 9 892 emplois directs et 20 000 au global avec ses fournisseurs. Ajoutons que le secteur pharmaceutique représente 16% des exportations régionales avec un CA de 4,4 Md€.

Armada : l'équilibre du budget.

Alors que la fête de l'Armada de Rouen a commencé, l'association qui gère l'événement vient de communiquer sur la nécessité d'équilibrer son budget...

- "Ce n'est jamais gagné", dit l'un des organisateurs qui rappelle que le budget est estimé à 7 M€ et qu'il est financé à 40% par les collectivités territoriales : Ville de Rouen, Métropole, Département et Région, notamment. Le seul poste sécurité, par exemple, coûte 1,4 M€.

- L'association doit donc vendre de nombreuses prestations ou produits dérivés pour équilibrer l'opération. Au moins 4 M€ sont à trouver auprès des sponsors et clients: facile à dire, pas facile à faire.

Citation : "Dans 3 mois, on saura si on a réussi, dit l'organisateur qui répète, ce n'est jamais gagné..." On dirait qu'il y a un peu d'inquiétude dans les voiles.

L'opéra, le théâtre, l'orchestre.

Pour coordonner l'activité de l'Opéra de Rouen, du Théâtre de Caen et de l'Orchestre de Normandie, la Région vient de créer la plate-forme coopérative "Normandie Lyrique et Symphonique", avec le concours de l'État.

- Ses productions seront financées conjointement par les partenaires selon leur implication dans chaque projet, et par la Région Normandie, via le Fonds d'aide lyrique et symphonique créé en octobre dernier et abondé à hauteur de 100 000 €.

- D'une certaine façon, c'est la fin du "chacun dans son coin", l'Opéra, le Théâtre et l'Orchestre sont invités à co-construire un projet artistique ambitieux, tourné vers les territoires et ouvert à tous les publics.

Rappel : lors de la saison 2017-2018, les trois partenaires ont totalisé 549 levers de rideaux et accueilli près de 300 000 spectateurs en Normandie.

L'après-Jean-Marie Sevin.

Maire de Carolles et président de Granville Terre et Mer, Jean-Marie Sevin ne se représentera pas aux prochaines municipales.

Conséquence : la communauté d'agglomération va devoir se trouver un nouveau président, rappelons que Dominique Baudry, la maire DVD de Granville a connu des difficultés.

bataille des municipales sera décisive. À Cherbourg, pendant ce temps, on s'interroge, Jean-Louis Valentin restera-t-il à la tête de la communauté d'agglomération maintenant qu'il est avocat d'affaires à Paris ? S'il part, qui lui succédera ? Peur du vide.

Au total, 4 individualités "métropolitaines" aux destins incertains, toutes accaparées par l'exercice de leurs responsabilités locales, sans rayonnement national.

Mon commentaire : on le voit, la Normandie connaît un phénomène de vaporisation politique, absence de maestros et crise silencieuse de leadership.

• Le cas Sébastien Lecornu

Depuis 5 ans, les Normands découvrent avec surprise, intérêt et, aujourd'hui, grande attention, celui qui fut maire de Vernon à 27 ans, président du Département de l'Eure à 28 et secrétaire d'État à 31.

- Mais depuis qu'il est devenu le ministre des collectivités locales, en charge du Grand Débat, il a changé de dimension. Il n'est plus seulement "Speedy Sébastien", mais un membre écouté du gouvernement dont on souligne le savoir-faire et l'habileté politique, "un homme avec lequel il faut compter".

- Ce n'est pas la première fois qu'un jeune élu normand réussit à Paris. Rappelez-vous, Bruno Le Maire avait tout juste 39 ans quand il fut appelé au Gouvernement de François Fillon. Mais contrairement à lui, Sébastien Lecornu reste en permanence au contact de son territoire, un territoire qu'il entretient, avec grand soin, comme on entretient son camp de base.

- Qu'on en juge ! Bien que ministre, il est toujours conseiller départemental et président de l'Établissement Public Foncier de Normandie. Dans l'Eure, ses amis occupent tous les postes clés, tandis que ses adversaires, comme Guy Lefrand à Evreux, sont sur la défensive. Il soutient aussi les projets d'avenir : le campus de l'Espace à Vernon en est un bon exemple, quand il demande au PDG d'EDF de s'engager, Jean-Bernard Lévy peut difficilement dire non.

- Ajoutons qu'il multiplie les visites de terrain, toutes les semaines, il est présent et accessible, les Normands apprécient : "lui au moins, il est là".

- Résultat, beaucoup de ses amis LR l'ont suivi et jouent la carte "Macron" même s'ils n'ont pas franchi le Rubicon de LREM. Dans l'Eure, les LR sont en crise ; le RN est contenu, la liste Loiseau est arrivée largement en tête à Vernon qui fut longtemps un bastion des Le Pen.

Et pendant ce temps-là...

• Le "Havre Smart Port City" : bientôt l'heure de vérité.

Le grand oral est prévu en juillet. C'est après qu'on saura si la candidature "Le Havre Smart Port City", déposée le 26 avril dernier, est retenue dans la courte liste des projets finançables par le PIA3 TIGA, le programme d'investissement d'avenir baptisé "Territoire d'innovation et de Grande Ambition".

- Pour tous les partenaires havrais mobilisés (la Ville, la Métropole, le port, la CCI, l'université, les industriels de Synerzip, la Région.), l'ambition est de proposer une stratégie de transformation économique du territoire, à l'horizon de 10 ans, fondée sur l'innovation.

Au total, 21 actions complémentaires ont été identifiées pour :

- Optimiser les flux de marchandises et la mobilité des professionnels sur la ZIP.
- Favoriser le déploiement des énergies vertes.
- Faciliter l'échange et le traitement des données pour de nouveaux services.
- Renforcer la qualité de vie pour renforcer l'attractivité.
- Accompagner l'émergence de nouveaux métiers et emplois.
- Faire connaître et valoriser tous les atouts du territoire.

À noter : le montant des investissements nécessaires à la construction de ce modèle de développement industrialo-portuaire et urbain intégré est évalué à 240 M€.

Axione fibre l'Eure.

Présidé par Philippe Duché, le syndicat mixte "Eure Normandie Numérique" vient de confier à la société Axione la réalisation et l'exploitation du réseau de fibre optique de l'Eure (FTTH) dans le cadre d'une DSP d'une durée de 20 ans.

- Le réseau est important : 250 000 prises. Si tout va bien, les Eurois auront un accès universel au FTTH d'ici fin 2021.
- Le montant de la redevance sera de 230,6 M€.

Axione, détenue par Bouygues Énergies & Services et Mirova, est un acteur majeur de l'aménagement numérique en France.

La déception d'Altitude.

Chez Altitude Infrastructure, à Val-de-Reuil, le président David El Fassy ne cache pas sa grande déception : "nos équipes avaient travaillé d'arrache-pied, mais c'est la loi de la compétition". Puis il ajoute : "à présent, notre croissance sera au plus près de ceux qui croient en nous".

- Concrètement, le plan de recrutement local d'Altitude Infrastructure ne se fera pas dans l'Eure ; plusieurs dizaines d'emplois s'évaporent : c'est le prix de la déception.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Mon commentaire : comme le firent autrefois Antoine Rufenacht et Laurent Fabius, Sébastien Lecornu est en train de mettre en place les outils et les réseaux d'un vrai leadership régional. Jusqu'à présent, il n'a commis aucune faute, il est l'homme qui monte en Normandie ; Hervé Morin le sait bien, la bataille des futures régionales se prépare.

Énergie électrique.

RTE investit et attend les parcs éoliens en mer.

Transition énergétique oblige, RTE continue d'investir en Normandie pour "adapter et sécuriser le réseau électrique".

- En 2018, l'entreprise a investi 104 M€. L'année a été marquée par le lancement des travaux en mer de la future interconnexion IFA2 entre la France et l'Angleterre dont la mise en service est prévue en 2020. Rappelons que ce projet franco-anglais prévoit l'installation de 220 km de câbles sous-marins entre la région de Caen et celle de Portsmouth, et 30 km de câbles souterrains. Le coût total des travaux s'élèvera à 770 M€.
- Par ailleurs, d'ici 2022, hors raccordement des parcs éoliens en mer, RTE prévoit d'investir 120 M€ supplémentaires dans le réseau normand.

L'arme au pied.

En réalité, le grand rendez-vous de RTE est celui des parcs éoliens de Courseulles, de Fécamp et du Tréport qu'il faudra raccorder à terre.

- L'entreprise est ici l'arme au pied, elle attend le feu vert des promoteurs et espère une levée rapide des ultimes recours pour les deux premiers projets. Pour Le Tréport, on le sait, les choses seront plus longues et compliquées.
- L'enjeu est important : pour raccorder les 3 parcs, 50 km de câbles sous-marins et 60 km de câbles souterrains seront nécessaires, un investissement de plus de 550 M€. Dans le monde, le nombre de "câblés" capables de répondre à la demande est peu important, si on veut que les parcs normands fonctionnent à l'horizon 2024, il n'y a pas de temps à perdre pour passer commande.

À savoir : avec le nucléaire, la Normandie continue de produire beaucoup plus d'énergie qu'elle n'en consomme (66,1 TWh de production pour 26 TWh de consommation), elle est donc exportatrice et - à cet égard - "stratégique" pour le pays. Notons que la part des énergies renouvelables s'accroît (solaire, éolien, bioénergies), mais qu'elle reste "anecdotique" comparée à celle du nucléaire : 60,4 TWh, en progression de 13,9%.

Et pendant ce temps-là...

• Fusions "Mobility Valley".

Le pôle de compétitivité Mov'eo, l'ARIA Normandie (Ass. rég. des Industries Automobiles) et le RAVI (Réseau Automobilité & Véhicules en Ile-de-France) ont décidé de fusionner pour faire de la Seine la grande "Mobility Valley" française sous le signe de l'innovation et de l'excellence industrielle.

• Vernon veut profiter du tourisme de croisière (27).

Pour développer le tourisme de croisière en Seine et en accroître les retombées, Vernon va construire un deuxième quai d'accueil pour près de 2 M€ de travaux. L'opération devrait commencer à la rentrée prochaine et s'achever au premier trimestre 2020.

• Orange : les élus de la CASE sont choqués (27).

Disons-le : les élus de la Communauté d'Agglomération Seine Eure (Louviers-Val de Reuil - 27) sont choqués. Alors qu'ils viennent de soutenir la construction du deuxième Data center d'Orange sur leur territoire (Stéphane Richard a posé la première pierre le 14 mai), il découvre que la stratégie d'optimisation fiscale du groupe va les priver de 2 M€ de recettes. Cette diminution résulte d'un contentieux engagé par Orange pour obtenir la révision des bases fiscales de son Data Center ; le groupe a gagné ; les élus se sentent floués...